

La négation de la crise, porte ouverte aux conflits

PRÉMICES

Dans la présentation du numéro 25 de la revue *Communications* consacré à la notion de crise, on pouvait lire :

Objet de telles interrogations transdisciplinaires, la notion de crise apparaîtra inéluctablement ambivalente: elle désignera, de façon formelle, le moment de vérité d'un système où celui-ci oscille entre la prise angoissée sur ce qu'il détermine comme constituant sa surface, son espace actuel (répression normative des "déviances" par feedbacks négatifs) et l'émergence évolutive, lourde d'espoirs et de menaces, que rend possible la libération des énergies.²⁴

L'un des deux auteurs de cette présentation, Edgar Morin, clôturait le numéro par un article au titre révélateur : *Pour une crisologie*. La teneur du numéro montrait, d'ailleurs, que la crise y était envisagée de manière interdisciplinaire. Mais l'on était alors en 1976. Il ne s'agit pas ici de tenter une actualisation de la notion de crise telle qu'elle apparaissait dans les années de doutes et de réflexion qui ont marqué l'après soixante-huit, mais de nous borner à constater, pour l'instant, combien, une quarantaine d'années plus tard, le terme de crise a vu son champ sémantique se rétrécir. On est, certes, bien loin d'une « atomisation de l'analyse des crises »²⁵. La chute du mur de Berlin a en effet réduit la notion de crise à un simple grippage des rouages du système. Paradoxalement, la fin du monde bipolaire et l'entrée dans le monde multipolaire annoncée²⁶ après la disparition de la puissance soviétique

24. Edgar Morin, André Béjin, « Introduction », *Communications*, n° 25, 1976, p. 1-3.

25. À prendre dans le sens donné par les auteurs de la présentation : « À partir de la fin du XIX^e siècle, la notion a été utilisée dans des analyses ambitieuses des grandes mutations culturelles ("crise des valeurs", "crise de civilisation", "crise spirituelle") ; de plus, elle a constitué un instrument théorique fructueux au sein de disciplines en expansion rapide (psychologie du développement, voire éthologie) au moment même où les réorganisations de certaines de ses matrices (médecine, science économique) contribuaient à modifier considérablement ses acceptions. Cette atomisation de l'analyse des crises, si elle a pu effectivement favoriser l'opérationnalisation segmentaire du concept, a simultanément dépouillé celui-ci de quelques-unes de ses qualités heuristiques les plus manifestes. », *ibid.*, p. 2.

26. Annoncée, en effet, par tous les analystes du « nouveau » monde qui devait succéder à la chute du mur de Berlin, mais effectivement niée par la réalité d'un

ont eu pour effet principal d'accélérer l'uniformisation de la planète en référence au système vainqueur, le système occidental. La diversité, pourtant sans cesse exaltée, est niée sur le plan économique. Il s'agit désormais d'éviter les crises grâce à l'unification du monde sous l'impulsion de la « science » montante, l'économie, devenue unique dépositaire du libéralisme. La crise au sens idéologique du terme, autrement dit comme nécessité de questionnement du présent pour construire le changement, se borne, désormais, à ponctuer les étapes du progrès quasiment linéaire de l'humanité vers son achèvement harmonieux. Le changement n'a plus lieu d'être et fait place au remaniement. La crise n'existera plus dès que chacun aura goûté aux bienfaits du nouveau système sous la houlette de « l'économique ».

Dans ce contexte, on comprend mieux que les événements (la « crise ») de septembre 2008, d'abord correctement interprétés comme la remise en question brutale de convictions que ni les déséquilibres sociaux, de plus en plus criants sur le plan planétaire, ni les conflits brutaux sous oripeaux religieux ou identitaires, n'avaient réussi à ébranler²⁷, n'aient, finalement, débouché sur aucun des changements attendus. Au contraire, dans les années qui ont suivi l'officialisation de la « crise », on a vu se remettre lentement en place le discours dominant, fondé sur un déni de la crise qui trahissait désormais clairement sa nature de déni de tout changement. Un intellectuel écouté et respecté comme Jacques Attali donne le mot : la crise restaure un ordre qui risquait, sans cela, d'être détruit, nous dit-il²⁸. Ainsi, en dépit de

monde « globalisé », au sens anglo-saxon de ce terme, autrement dit sous la houlette d'un système néo-libéral généralisé à l'ensemble de la planète.

27. L'expression « mondialisation des pauvres » rend assez bien compte de ce phénomène. On l'interprétera au sens donné ici : « Les événements du 11 septembre 2001 précédés par maints attentats anti-américains dans le passé ont révélé une sorte de « mondialisation des pauvres » dans les pays du Sud. Celle-ci, certes, était déjà latente depuis de longues années (on parlait déjà ainsi à la conférence de Bandoeng dans les années 1950), mais elle prend aujourd'hui une tournure exceptionnelle, marquée par la conscience d'une humiliation générale et d'une violence subie de la part des pays occidentaux. Non seulement les conflits locaux deviennent potentiellement mondiaux, mais la religion et la culture en deviennent des facteurs centraux notamment là où l'Islam fédère ce sentiment d'humiliation face aux peuples considérés globalement comme chrétiens. Les leaders des grandes religions monothéistes en sont bien conscients et ont appelé clairement à la concorde, cependant cela est loin d'être suffisant face à cette nouvelle forme de mondialisation » : (Sébastien Di Maio, David Epelbaum, Camille Gueydan, Muriel Hantcherli, Thomas Hoppe, *Les relations entre pays du Nord et du Sud*, url : <<http://www.emse.fr/site/publications/rerelations-nord-sud.pdf>>.

28. « Je voudrais montrer ici que la crise économique est plus qu'un accident et qu'elle n'est en aucun cas une « panne » dans le processus social. Elle est, au contraire, déjà une réparation des pannes antérieures, un mode de résorption des déséquilibres accumulés pendant la période de croissance précédente, sans lequel le mode de production en place ne pourrait se maintenir. C'est peut-être là l'essentiel. Autrement dit, la crise a une fonction sociale et économique très précise dans la dynamique de la marchandise. C'est le moment social où le finalisme est le plus présent : même si chacun se voit comme victime du processus, celui-ci joue un rôle régulateur et transformateur. Au-delà des individus et même des groupes sociaux, le processus de crise restaure l'ordre que les désordres et les gaspillages antérieurs s'apprêtaient à détruire. Un ordre qui peut être reproducteur ou transformateur des rapports de force. Au-delà de la simple dépression, la crise est le lieu de l'instauration d'un ordre et non pas comme le croit la vulgate celui de l'exacerbation du désordre dans les

l'émergence ou, plus souvent, de la réhabilitation d'analyses socio-économiques qui dénoncent le phénomène d'occultation de la rupture à laquelle nous assistons (avec pour corollaire la remise en cause du système lui-même), une prise en compte concrète se fait attendre. Et ce, au risque d'une exacerbation des conflits bien réels qui secouent violemment notre planète. C'est ce paradoxe et ses effets que nous voudrions étudier ici.

LE PARADOXE D'UNE CRISE AU SERVICE DE L'ORDRE CONSTITUÉ

Le 16 septembre 2008, le journal économique *Les Échos* présente ainsi la situation :

Le 15 septembre 2008 restera une journée noire dans l'histoire de la finance américaine. La quatrième banque d'investissement de Wall Street, Lehman Brothers, s'est mise en faillite, tandis que Merrill Lynch a été reprise par Bank of America pour 50 milliards de dollars. En quelques jours, les annonces préoccupantes s'accumulent du côté des banques et des assurances, créant une spirale de défiance sur les Bourses.

Nous n'en sommes encore qu'à la crise financière, lourde certes, mais vécue comme un des aléas du système en place, exigeant quelques modifications de fonctionnement. Or, dès février 2008, le GEAB, Global Europe Anticipation Bulletin, qui veut préparer ses lecteurs, responsables politiques, économiques et financiers à un « *effondrement de l'ordre mondial créé après 1945* » en soulignant l'interdépendance de ces trois domaines d'action²⁹, déclare :

Pour LEAP/E2020, il est également édifiant de constater que deux ans après la publication de sa fameuse « Alerte crise systémique globale » qui avait simultanément suscité l'intérêt de millions de lecteurs dans le monde entier et l'ironie condescendante de la plupart des « experts » et « responsables » du monde économique et financier, tout le monde est désormais convaincu qu'il y a bien une crise, qu'elle est bien globale et pour la plupart qu'elle est peut-être bien systémique.

La notion de crise systémique semble gagner du terrain et introduire à la nécessité d'un véritable changement. D'ailleurs, les affirmations de M. Gordon Brown, premier Ministre britannique et tenant du système néolibéral, en octobre 2008, étayaient cette idée : « L'heure n'est pas aux

organisations », Jacques Attali, « L'ordre par le bruit. Le concept de crise en théorie économique », *Communications*, 1976, vol. 25, n° 1, p. 88.

29. Le GEAB, <<http://www.leap2020.eu/>>, définit son action en ces termes : « Chaque mois le Global Europe Anticipation Bulletin vous apporte des analyses uniques sur les prochaines étapes de l'effondrement de l'ordre mondial créé après 1945 ainsi que des conseils stratégiques pour vos décisions en matière politique, économique ou financière. Car dans notre monde complexe, toutes ces dimensions sont interdépendantes et influencent les évolutions d'un secteur à l'autre ».

idées conventionnelles ni aux dogmes dépassés, mais à une intervention originale et novatrice »³⁰.

Pourtant, à cinq ans de prises de position qui semblaient bien marquer un tournant salutaire, « une séparation » – d'ailleurs l'un des sens du terme grec de *krisis* dont provient le mot crise – c'est au contraire la continuité qui semble l'emporter. Durant l'été 2009, la reprise était annoncée de manière presque unanime. Le fait que le chômage continue – et continuera à croître – semblait être un aléa isolable du reste de la crise. Les faillites d'entreprises, bientôt suivies par une vague de suicides, qui vont affecter l'Europe de l'Italie³¹ au Portugal, ainsi que le cas exemplaire du naufrage grec, notamment, seraient un simple accident de parcours. Bref, la crise économique, longtemps réduite à son aspect financier, et que les perfusions massives aux banques ont jugulée quelques temps, en apparence du moins, était ramenée au rang de croquemitaine pour naïfs.

Exception faite de quelques hurluberlus (du moins, c'est ainsi qu'on les percevait alors) théoriciens de la décroissance qui, à l'instar de Serge Latouche, par exemple, s'entêtaient à « lutter pour la décolonisation de l'imaginaire économique dominant »³², et de ces économistes, neuro-économistes et sociologues qui, dans une sorte d'union sacrée, s'employaient à mettre en question le cliché d'un homme « œconomicus », rationnel et égoïste³³. Rien n'y faisait. La notion de crise se dépouillait lentement de sa dangerosité contre toute évidence.

C'est, qu'en effet, une trentaine d'années de domination du néolibéralisme nous ont habitués à concevoir les crises économiques comme isolées et nécessaires à la survie du système, et non comme des crises majeures :

Il faut s'habituer à l'idée que les crises ne constituent pas des cataclysmes mais des méthodes de régulation d'une économie mondiale qu'on n'arrive pas vraiment à encadrer par des lois ou des politiques [...]

30. « This is not a time for conventional thinking or outdated dogma but for the fresh and innovative intervention ». Le journal *Le Monde* du 11 octobre 2008 reprenait les propos du premier Ministre britannique : « Les vieilles solutions d'hier ne nous seront pas utiles pour les défis d'aujourd'hui et de demain. Donc nous devons abandonner les dogmes périmés et adapter de nouvelles solutions. »

31. Le cas de l'Italie pourrait être particulièrement emblématique, à cet égard. La négation acharnée de la crise par les instances politiques italiennes s'est traduite – et trahie – par un décret-loi qui obligeait les instituts de statistique à remettre leurs chiffres aux ministères concernés chargés d'en assurer la diffusion auprès du public (article 11 du DL 78 dell'1 luglio 2009), une fois ces chiffres dûment passés au crible.

32. Serge Latouche, *Décoloniser l'imaginaire – La pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Lyon, Parangon/Vs, 2005, p. 23.

33. L'exemple de la neuro-économie est particulièrement intéressant. Bien qu'elle tende à renverser la vision de l'*homo oeconomicus*, cet animal rationnel à l'égoïsme intelligent, elle ne réussit pas à franchir le pas du changement qui pourrait mettre en crise les idées dominantes et, par un retournement spectaculaire, finit par venir au secours du système qu'elle semblait vouloir mettre en cause. Voir à cet égard l'article du *Figaro* du 18/6/2007, « Ne négligeons pas la neuro-économie », de Carl Edward Schoonover et Sacha Bourgeois-Gironde qui la définissent comme « hybridation disciplinaire qui permet d'affiner la compréhension et la modélisation de nos comportements économiques et sociaux ordinaires ». D'ailleurs la neuro-économie devient bien vite neuro-finance, neuro-marketing...

affirmait l'économiste libéral Élie Cohen dans le *Nouvel Observateur* du 13 août 2007³⁴. Un ancien Ministre de l'Économie et des Finances, Alain Madelin, recommandait à son tour dans un article du *Figaro* daté du 21 octobre 2008 :

Laissez les libéraux en dehors de cette crise, ce n'est pas un échec des théories libérales ni même des mécanismes libéraux [...] Arrêtons donc les procès faits à tort au capitalisme et recherchons au contraire le moyen de libérer les marchés financiers de l'emprise étatique.³⁵

Cette vision de la crise comme simple point de passage nécessaire à l'amélioration du système existant, largement renforcée par la vision hégélienne de la fin de l'histoire dans ses avatars anglo-saxons dont le représentant le plus connu est sans doute Francis Fukuyama³⁶, aboutit à une nouvelle définition dont toute référence au changement a été expurgée. Envisagée comme un facteur contribuant à préserver l'équilibre de demain dans la continuité du système en vigueur (qu'il soit économique, politique, sociologique, au fond peu importe), la crise telle qu'on la conçoit actuellement évoque les sacrifices des sociétés antiques : on y fait couler le sang de quelques-uns pour apaiser les dieux et préserver l'ordre ambiant comme, aujourd'hui, on consent à l'appauvrissement d'une partie de la population pour le plus grand bien commun, mais surtout pour la préservation du système existant.

On pourrait, en effet, considérer comme particulièrement choquante cette indifférence généralisée (au moins parmi les décideurs et les « penseurs », et ceux des économistes, politologues, sociologues, fortement médiatisés, qui les cautionnent). Or ce n'est pas le cas. Si l'on en revient à la crise économique actuelle et à sa fin sans cesse annoncée, on peut analyser le fait de séparer l'accroissement du chômage de la crise en tant que telle comme la conviction bien ancrée qu'il s'agit là d'un avatar douloureux, mais nécessaire sur la voie de la pérennité du système.

Dans le dernier chapitre de son ouvrage *Les Grecs et l'irrationnel*³⁷, publié d'abord en 1959, E. R. Dodds abordait la « peur de la liberté » en ces termes :

Depuis plus d'un siècle, l'homme se trouvait en présence de sa propre liberté intellectuelle, et maintenant, devant cette horriante perspective, il tournait les talons et décampaît – mieux valait le déterminisme rigide du Destin astrologique que le fardeau effrayant de la responsabilité quotidienne.³⁸

34. Cité dans la revue *Ravages*, n° 2, Paris, Éd. Descartes & Cie, 2009, p. 82.

35. *Ibid.*, p. 83.

36. Selon Francis Fukuyama qui publiait en 1989, *The End of History ?*, l'Histoire culmine dans la démocratie libérale et l'économie de marché. Bien que l'auteur ait par la suite fortement atténué (sinon renié) une partie de ses conclusions, il s'est montré l'expression, davantage que l'instigateur, de toute une pensée anglo-saxonne qui a abouti à ériger le modèle occidental dans sa version fortement américanisée, notamment économique, comme la seule option – définitive – de progrès pour le monde.

37. E.R. Dodds, *Les Grecs et l'irrationnel*, Paris, Flammarion, 1977.

38. *Ibid.*, p. 243.

Ce modeste professeur de grec, comme il se définissait lui-même, ébauchait, dans les dernières lignes du livre, une prudente comparaison avec son époque plaçant son espoir dans le « rationnel »³⁹ pour effectuer le saut vers la prise en main par les hommes de leur destin. À ses yeux, en effet, c'était la condition de la liberté intellectuelle. Or, parlant de l'effondrement de ce rationnel chez les Grecs du II^e siècle avant J.-C., il reprenait les mots d'André-Jean Festugière : « On avait trop discuté, on était las de mots. Il ne restait que la technique. »⁴⁰. Toutes proportions gardées, et pour appliquer la prudence recommandée par Dodds en matière de comparaisons entre époques différentes, cette lassitude rappelle étrangement celle qui a suivi l'effervescence intellectuelle des années 1960-70, habitées par la conviction qu'un monde nouveau, un monde de liberté au sens le plus noble de ce terme (s'extraire des contraintes rigides du lien entre pouvoir et autorité morale-religieuse) était possible. Il existe toutefois une différence notable : cette fois, c'est dans l'irrationnel que l'on cherche la solution à la rigidité du passé. On peut, en effet, analyser la crise de ces années-là comme la remise en question d'un « rationnel » dans lequel l'humanité avait, à l'instar de Dodds, placé ses espoirs d'amélioration. Les années 1980 verront le retour rapide à une notion de « rationnel », ancrée, cette fois, dans la montée inexorable de l'économisme et privée de son caractère d'instrument au service de la quête de la liberté.

DÉVOIEMENT DE LA NOTION DE CHANGEMENT – VERS UNE CRISE/ CONFLIT VIOLENT

Ces quarante-cinq dernières années ont été dominées par toute une succession de théories dogmatiques, toujours soutenues avec la même assurance, mais tout à fait contradictoires les unes avec les autres, tout aussi irréalistes, et abandonnées les unes après les autres sous la pression des faits. À l'étude de l'histoire, à l'analyse approfondie des erreurs passées, on n'a eu que trop tendance à substituer de simples affirmations, trop souvent appuyées sur de purs sophismes, sur des modèles mathématiques irréalistes et sur des analyses superficielles du moment.⁴¹

Celui qui s'exprime ainsi est un économiste en tout respectable, prix Nobel de l'économie⁴² en 1988, soudain érigé en « prophète(s) » de la

39. Au sens que lui donne Dodds, il s'oppose à un irrationnel entendu comme croyance a-critique. Ce n'est pas, loin de là, le sens dont l'ont doté ceux qui opposent l'*homo oeconomicus* rationnel à l'idéaliste irrationnel.

40. *Ibid.*, p. 248.

41. Maurice Allais, cité par Bernard Maris, *Antimanuel d'Économie*, Rosny, Éd. Bréal, 2003, p. 46.

42. Cette qualification de Prix Nobel devenue usuelle n'en reste pas moins parfaitement inexacte (mais, par là-même, très significative) puisque « contrairement à ce qu'on pense, aucun économiste n'a jamais reçu de prix Nobel. L'argent qu'ils perçoivent est versé par la Banque centrale de Suède et le prix, instauré en 1969, s'appelle « prix de la Banque centrale de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel ». La transformation de cette appellation en « prix Nobel d'économie » relève d'une mystification, qui trompe les récipiendaires eux-mêmes. Les économistes sont

crise⁴³ ; soudain en effet, puisque jusque-là ses propos faisaient de lui un économiste « maudit », prêchant dans le désert⁴⁴.

Ce qui nous intéresse ici, en l'occurrence, n'est pas tant le cas personnel de M. Allais, mais le fait que la dénonciation des dogmes dominants ait été, au cours des trente dernières années, beaucoup plus fréquente qu'il n'y paraissait. D'autres prix Nobel, bien plus médiatiques – et de surcroît, américains pour certains d'entre eux – comme, par exemple, Joseph Stiglitz ou encore Muhammad Yunus, critiquaient depuis longtemps les dérives du système planétaire et, notamment, la foi en l'économisme dominant. Toutefois, ces critiques, tout comme les solutions alternatives sur lesquelles se sont penchés de nombreux chercheurs dans le monde entier, n'avaient aucune chance d'aboutir en raison de l'idée généralement répandue selon laquelle s'opposer au système c'était s'opposer au changement même. La récupération d'une vision libérale classique, largement dévoyée par ses nouveaux adeptes parlant au nom de pères fondateurs comme Adam Smith⁴⁵ a, paradoxalement, été présentée comme un souffle nouveau et progressiste avec pour effet de reléguer tous ses critiques au rang de détracteurs du progrès, rétrogrades et timorés⁴⁶. Le changement réel, celui qu'aurait pu ou dû apporter la transformation d'un monde bipolaire en monde multipolaire, a été récupéré par un processus d'assimilation entre l'événement séparateur qui le constituait (la chute du mur de Berlin) et la « victoire » d'un des deux camps en présence. Le camp vainqueur étant, par définition, l'avenir, quiconque le mettait en question ou en discutait les « dogmes » ne pouvait représenter que le passé.

d'ailleurs les seuls à multiplier les livres consacrés à la célébration, et même à l'autocélébration, de leurs « prix Nobel » : Gilles Dostaler, « Le "prix Nobel d'économie" : une habile mystification », *Alternatives Économiques* n° 238, juillet 2005.

43. Ce, en raison d'une longue tribune que M. Allais avait publiée dans *Le Figaro*, en octobre 1998, en pleine crise financière asiatique, et qui fut reprise, un an plus tard, dans son ouvrage *La Crise mondiale d'aujourd'hui*, Editions Clément Juglar : cf. le journal *Le Monde* du 24 janvier 2009, « Maurice Allais, prophète maudit », par Pierre-Antoine Delhommais.

44. Pour être juste, ajoutons que la récupération politique par le Front National de ses idées y a un peu contribué.

45. L'interprétation qui est faite de ses théories relève en effet d'un processus simplificateur d'extrapolation manipulatrice : « Aux yeux de Smith, le progrès des nations était un processus dans lequel de multiples dimensions – culturelle, sociale, religieuse, juridique et institutionnelle – étaient en interrelations. Il n'y avait donc pas pour lui de lois économiques universelles qui transcendaient et déterminaient ces diverses dimensions » (<http://www.alternatives-economiques.fr/les-chemins-sinueux-de-la-pensee-economique-liberale_fr_art_873_44732.html>).

46. Ces considérations nous sont devenues familières. Désormais, pour ne citer que ces deux pays, les manifestes qui dénoncent l'ingénuité dont nous avons fait preuve devant les lieux-communs de la pensée dominante se sont succédé. On citera, en France, *Le manifeste des économistes atterrés*, (cf. <<http://www.atterres.org/page/manifeste-deconomistes-atterres>>) par exemple. En Italie, lui répond *Il manifesto degli economisti esterrefatti*, (<<http://www.euroalter.com/IT/2011/manifesto-degli-economisti-esterrefatti>>), succédant à *L'appello degli economisti*. (<<http://www.appellodeglicoeconomisti.com/index.php>>), dès 2006, qui vont être suivis par une longue série d'ouvrages de plus en plus critiques. En vain, car rien de tout cela ne réussit à influer sur l'action des décideurs que le résultat des dernières élections italiennes, en février 2013, devrait toutefois inquiéter (entre autre signes de leur perte de crédibilité).

Cette vision manichéenne du monde « nouveau » de l'après-mur ne laisse bien entendu place à aucune rupture, aucun changement réel.

[...] c'est bien le propre du clerc ayant un idéal ou un projet social en perspective de dénier la réalité ou l'efficace des différences, des ruptures, des mutations. Le pouvoir ou la domination ont pour une part cette fonction de dénégation.⁴⁷

Que toute forme de domination soit opposée, de par sa nature même, au changement, c'est indéniable. Ce qui nous intéresse ici, c'est la manière dont cette « dénégation » s'effectue. Les sociétés occidentales fondent en grande partie leur prétention à la supériorité sur la notion de progrès et donc de devenir, en opposition aux sociétés traditionalistes. L'homme occidental serait, à cet égard, l'homme rationnel par excellence, délivré des liens irrationnels – religieux, magiques, sentimentaux même – qui entravent sa marche en avant et le figent dans la tradition.

Le rationalisme dont il s'agit ici est bien différent de celui auquel se réfèrent des auteurs comme Dodds. En réalité, il ne s'oppose pas aux « sirènes de l'irrationnel » pour reprendre le titre d'un ouvrage de Dominique Terré-Fornacciari⁴⁸ qui tentait justement de démontrer la récupération de l'irrationnel par la science, champ du rationnel par excellence et les aspects bénéfiques éventuels de cette opération. Au contraire, pourrait-on dire, il semble s'être érigé en un véritable système de croyances en éliminant de son champ d'application tous les éléments non quantifiables. C'est ainsi que, de l'homme, on a progressivement glissé vers l'*homo oeconomicus* comme seul susceptible d'étude, seul apte à contribuer à l'amélioration du monde. Cela élimine arbitrairement la possibilité d'un homme mû par d'autres motivations, tout aussi profondes, comme l'amour de l'autre⁴⁹ ou la recherche du bonheur⁵⁰, par exemple, ou encore l'envie, le désir de nuire qui pourtant fait l'objet d'études de plus en plus nombreuses sous l'impulsion, notamment, des neurosciences⁵¹. Ce faisant, on risque d'abandonner un pan entier de la psyché humaine au domaine moral et religieux, avec le risque, désormais clairement visible, d'accroître par là-même la séduction de ce dernier et de voir le monde se transformer, comme en effet cela a été le cas, ces dernières années, en un grand terrain de conflits entre le rationalisme jugé (souvent à juste titre, hélas) sec et injuste de l'occident et les valeurs moralo-religieuses, opportunément récupérées par cette partie du monde où les bienfaits du rationalisme économique ne

47. Michel Maffesoli, *Après la modernité ?*, Paris, CNRS, 2008, p. 298.

48. Dominique Terré-Fornacciari, *Les sirènes de l'irrationnel – Quand la science touche à la mystique*, Paris, Albin Michel, 1991.

49. On peut consulter à ce sujet *L'homme est-il un animal sympathique ? Le Contr'Hobbes*, *Revue du M.A.U.S.S.*, n° 31, Paris, La Découverte, 2008.

50. On peut se référer, par exemple, aux recherches d'Andrew Clark, au CNRS et à Paris-Jourdan Sciences économiques. Il est loin d'être le seul. Toutes privilégient, notamment, l'instauration d'un indice pouvant remplacer le PIB, dont l'IDH, Indice de Développement humain est un exemple. Ces études ont en commun la constatation, assez banale d'ailleurs, que l'homme est complexe et irréductible à un seul aspect, y compris dans les domaines les plus prosaïques ou les plus matériels.

51. Il s'agit de l'application de l'imagerie cérébrale à de nombreux domaines de la connaissance; on y trouve ainsi la neuropsychologie, neurosciences sociales, neuroéconomie, neurofinance...

sont pas parvenus. On passe ainsi de la crise-niée à la crise-conflit qui semble caractériser ces débuts du XXI^e siècle. Vouloir réduire la crise, et, par là-même, la notion de conflit constructif qu'elle contient⁵² à un pur soubresaut désagréable, mais inévitable, sur le chemin de la rationalité, n'est-ce pas risquer de laisser sans le moindre contrôle les crises qualifiées d'« émotives » et comme telles exclues du champ d'intervention rationnel possible, autrement dit impossibles à traiter sinon à l'intérieur de leur domaine pulsionnel, celui de la crise belliqueuse⁵³ ?

Ainsi à force de tenter de porter sur leurs épaules le poids toujours croissant de la crise en cours, la plupart des États concernés, y compris les plus puissants, ne se sont pas rendu compte qu'ils étaient en train d'organiser leur propre écrasement sous le poids de l'Histoire, oubliant qu'ils n'étaient que des constructions humaines, ne survivant que parce que l'intérêt du plus grand nombre s'y retrouvait.⁵⁴

CONCLUSION

« Poids de l'histoire », pour les uns, « leçons de l'histoire ignorées », pour les autres, l'Histoire se charge dans tous les cas de régler les crises à sa manière, celle de la violence

Tout en faisant la part du manque de culture des dirigeants occidentaux et de l'alarmante médiocrité des grands médias qui les informent, on peut se demander comment, à la fin des années 1980, tant d'« experts » ont pu soudain imposer l'idée extravagante que les leçons de l'histoire avaient cessé de compter, que chaque société n'était plus qu'un argile façonné par les « lois de l'économie », que la communication et le marché allaient dissoudre les différences entre les nations, indiquant à toutes la voie d'une modernisation assurée dans une « mondialisation heureuse ». ⁵⁵

La remise en cause des dogmes, annoncée lors du début officiel de la crise en septembre 2008 n'a toujours pas eu lieu, en dépit des avertissements répétés et de l'augmentation des crises socio-politiques violentes à travers le monde. Si, comme semble le penser

52. « Le conflit n'est pas nécessairement l'expression brutale et coûteuse d'incompatibilités, mais un processus normal par lequel des différences précieuses pour la société s'affirment et font progresser tous ceux qui sont concernés » (Marc Mousli, « Éloge du conflit. Mary Parker Follett et le conflit constructif », *Négociations*, 2/2005 n° 4, p. 21-33 également consultable, en janvier 2014, sur l'URL : <www.cairn.info/revue-negociations-2005-2-page-21.htm>).

53. Bien entendu, cette question ne se pose pas uniquement en termes de conflits internationaux mais, de plus en plus, en risques nationaux d'explosions sociales.

54. 4^e trimestre 2009 – Début de la phase 5 de la crise systémique globale : la phase de dislocation géopolitique mondiale – Communiqué public GEAB N°32 (15 février 2009) : <http://www.leap2020.eu/GEAB-N-32-est-disponible!-4-trimestre-2009-Debut-de-la-phase-5-de-la-crise-systemique-globale-la-phase-de-dislocation_a2796.html>.

55. Serge Halimi, *Le naufrage des dogmes libéraux*, in *Le Monde Diplomatique*, octobre 1998 : <<http://www.homme-moderne.org/societe/media/halimi/naufrage.html>>.

Antonio Gramsci, le pessimisme relève de l'intelligence, l'optimisme de la volonté⁵⁶, il est à craindre que la nécessité de lutter contre la crise de confiance, qui justifierait la négation de la crise et le refus de concevoir le changement qui l'accompagne pour le gérer, ne puisse engendrer aucun optimisme raisonnable. Si enfin il faut « sous la crise » lire « le changement d'époque », comme nous y invite l'intitulé d'un éditorial du site « Prospective »⁵⁷, ne vaudrait-il pas mieux commencer à construire le second plutôt que de risquer de se faire broyer par l'Histoire ? Or, en dépit de la remise en cause des idées dominantes qui semble lentement se mettre en place ces dernières années (comme en témoigne le renouveau d'un discours critique sur les ondes, dans les journaux et le nombre important de publications allant dans ce sens⁵⁸), non seulement les décideurs n'en tiennent aucun compte⁵⁹, mais le fatalisme ambiant ouvre la porte à une explosion sociale qui ne serait plus réservée à un étranger encore lointain à nos yeux. Les « printemps arabes », interprétés comme une aspiration à notre forme de démocratie, pourraient bien refléter l'incapacité de l'occident à gérer le changement. En refusant le binôme crise/changement, traduisible, dans la pratique en trinôme crise/conflit démocratique /changement, nous risquons fort de voir les conflits se transformer en guerres, ces « guerres de l'empire global », pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Alain Joxe⁶⁰, et de passer d'une violence/symptôme de la nécessité du changement à une violence institutionnalisée, vouée à repousser tout changement nécessaire et possible.

Françoise Felce
(Université de Sienne)

56. La phrase exacte de Gramsci, extraite d'une lettre de prison adressée à son frère, dit précisément : « Je suis pessimiste par intelligence, mais optimiste par volonté ».

57. <<http://prospective.fr/archives-des-editoriaux/archives-prospective-2009/2009-sous-la-crise-le-changement-depoque/>>.

58. On peut citer le cas exemplaire de l'économiste « atterré » Frédéric Lordon, longtemps cantonné à ses articles pour *Le Monde Diplomatique* ou à ses apparitions dans l'émission sur internet « Arrêt sur Image », dont les publications étaient connues de quelques spécialistes faute d'avoir bénéficié de la publicité et de la visibilité médiatique accordée aux économistes officiels et qui fait maintenant l'objet d'un intérêt croissant y compris de la part de la télévision ou d'émissions généralistes de radios comme France-Inter.

59. Cette attitude semble devenue une constante inquiétante. On rappellera, ici, le refus de la Constitution européenne qui s'est traduit par le traité de Lisbonne. Et, plus proche de nous, les résultats des élections municipales de cette année 2014, rejet manifeste des politiques en cours et qui n'ont eu pour conséquence, pour autant que l'on puisse en juger pour le moment, qu'un renforcement de ces politiques. La « crise » conforte la continuité contre le changement en dépit de tous les démentis.

60. Alain Joxe, *Les guerres de l'empire global*, Paris, La Découverte, 2012.

Bibliographie

OUVRAGES

Dodds, E.R., *Les Grecs et l'irrationnel*, Paris, Flammarion, 1977.

Fukuyama, Francis, 1989 *The End of History ?*, 1989, toujours consultable ; en janvier 2014, sur le site <<http://www.wesjones.com/eoh.htm>>, de Wes Jones.

Joxe, Alain, *Les guerres de l'empire global*, Paris, La Découverte, 2012.

Latouche, Serge, *Décoloniser l'imaginaire – La pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Lyon, Parangon/Vs, 2005.

Maffesoli, Michel, *Après la modernité ?*, Paris, CNRS, 2008.

Maris, Bernard, *Antimanuel d'Économie*, Rosny, Ed. Bréal, 2003.

Terré-Fornacciari, Dominique, *Les sirènes de l'irrationnel – Quand la science touche à la mystique*, Paris, Albin Michel, 1991.

ARTICLES, JOURNAUX ET REVUES

Ravages, « Infantilisation Générale », n°2, Éd. Descarte & Cie, Paris, 2009.

Revue du Mauss, n° 31, « L'homme est-il un animal sympathique ? Le Contr'Hobbes », La Découverte, 2008.

Attali, Jacques. « L'ordre par le bruit », *Communications*, vol. 25, n°1. 1976.

Béjin, André, Morin, Edgar, « Introduction », *Communications*, vol. 25, n°1, 1976.

Bourgeois Sacha, Schoonover Carl Edward, « Ne négligeons pas la Neuroéconomie », *Le Figaro*, 18/6/2017, Gironde.

Delhommais, Pierre-Antoine, « Maurice Allais, prophète maudit », *Le Monde*, 24 janvier 2009.

Dostaler, Gilles, « Le "prix Nobel d'économie" : une habile mystification », *Alternatives économiques*, n° 238 - juillet 2005.

Dostaler, Gilles, « Les chemins sinueux de la pensée économique libérale », *L'Économie politique*, n°44, Paris, octobre 2009.

Halimi, Serge, « Le naufrage des dogmes libéraux », *Le Monde diplomatique*, octobre 1998.

Mousli Marc, « Éloge du conflit. Mary Parker Follett et le conflit constructif », *Négociations 2*, n°4, De Boeck Supérieur, 2005.

SITES / URL

DI MAIO, Sébastien, EPELBAUM, David, GUEYDAN Camille (et al.), *Les relations entre pays du Nord et du Sud*, url : <<http://www.emse.fr/site/publications/relations-nord-sud.pdf>>

Site des Économistes atterrés, L'appel d'économistes atterrés, <<http://www.atterres.org/page/manifeste-déconomistes-atterres>>.

Site du GEAB (GlobalEurope Anticipation Bulletin) 4^e trimestre 2009 – Début de la phase 5 de la crise systémique globale : la phase de dislocation géopolitique mondiale – Communiqué public GEAB N°32 (15 février 2009) : <http://www.leap2020.eu/4-trimestre-2009-Debut-de-la-phase-5-de-la-crise-systemique-globale-la-phase-de-dislocation-geopolitique-mondiale_a2796.html>, consultable en janvier 2014.

Pour citer cet article : Françoise Felce, « La négation de la crise : porte ouverte aux conflits », *Revue Ad hoc*, n° 3, « La crise », publié le 26/11/2014 [en ligne], URL : <<http://www.cellam.fr/?p=5046&g=22>>

Itinéraire d'une crise singulière : Pierre Jean Jouve dans la rupture

« Les moments de crise produisent
un redoublement de vie chez les hommes. »

François-René Chateaubriand, *Mémoires d'Outre-tombe*

Cette affirmation, née sous la plume de Chateaubriand, dans la première moitié du XIX^e siècle, semble aller quelque peu à l'encontre de certaines idées reçues en assignant à la crise (quel que soit le domaine concerné) une dimension positive : elle serait génératrice d'une forme de regain chez l'être qui la traverse. Le poète romantique ne mentionne cependant que des « moments de crise », c'est-à-dire des périodes ponctuelles et peu durables. Mais qu'en est-il des crises qui s'installent dans le temps ? La longueur temporelle peut-elle transmuter le positif en négatif, et ainsi affaiblir l'homme plutôt que le dynamiser ? Il semble que ce ne soit pas vraiment le cas en ce qui concerne l'auteur qui nous occupe ici : celui-ci fut confronté à la violence d'une crise qui se prolongea durant plusieurs années, le plongeant dans la souffrance et l'amenant à opérer de profonds bouleversements à plusieurs niveaux. Né à Arras en 1887, Pierre Jean Jouve est essentiellement (re)connu aujourd'hui pour sa poésie, l'une des premières « qui ait revendiqué la puissance d'écrire [...] à partir des valeurs inconscientes »⁶¹. Lorsqu'il meurt à Paris, en 1976, il laisse derrière lui une œuvre considérable, dans laquelle s'entremêlent plusieurs genres : si l'écriture poétique reste prédominante, il s'est également attelé au roman (il en écrivit cinq entre 1925 et 1935), à plusieurs traductions (parmi lesquelles celle du célèbre texte shakespearien, *Roméo et Juliette*, qui demeure une référence) et, surtout, à un ouvrage où se confondent la théorie et le biographique (*En miroir, journal sans date*, publié en 1956). Mais sa relative célébrité (il est surtout étudié par quelques spécialistes et, encore aujourd'hui, assez peu dans les milieux universitaires) n'est pas due à sa seule production artistique : Pierre Jean Jouve doit aussi sa postérité à son histoire particulière, puisqu'il traverse, au début des années 1920, une crise qui l'amène à rejeter, à 37 ans, l'ensemble de ses œuvres précédemment écrites. Cette période, teintée de souffrance pour l'homme autant que pour l'artiste, est cependant la condition *sine qua non* de

61. Pierre Jean Jouve, *En miroir, journal sans date*, dans *Œuvre II*, Paris, Mercure de France, 1987, p.1076-77.